

Réseau canadien de documentation pour la recherche

Rapport annuel

2017-2018



TABLE DES MATIÈRES

Message du président.....	2
Message de la directrice générale.....	3
À propos du RCDR.....	4
Nos membres.....	7
Objectifs stratégiques : 2016-2018	8
Conseil d'administration	9
Assemblée générale annuelle	10
Projets et collaborations	12
Outils et services.....	18
Comité stratégique du contenu	20
Comité des finances et de la vérification	27
Analyse de la direction	32
États financiers sommaires	39

Message du président



À la fin de ma deuxième année comme président du conseil d'administration RCDR, je suis toujours aussi impressionné par le travail du RCDR pour l'infrastructure de recherche numérique et l'accès au contenu savant. Ce fut un énorme plaisir de présider un conseil d'administration aussi dynamique, dont tous les experts aident le RCDR à surmonter les défis et saisir les occasions qui se présentent pour accéder au contenu savant, qui est si important pour la recherche au Canada. Comme la recherche en milieu universitaire est un pilier de l'économie, du patrimoine et de la culture du Canada, le RCDR s'assure que les universités canadiennes puissent offrir un environnement de recherche et d'apprentissage de classe mondiale.

Les membres de la communauté des communications savantes ont entrepris de nombreuses collaborations nationales et internationales pour atteindre leurs objectifs communs, mais aussi pour renforcer leur efficacité et créer des liens entre divers projets, initiatives et organisations. À la lumière de cette approche, la fusion du RCDR et de Canadiana.org unit deux organisations nationales spécialisées dans le contenu qui sont parmi les plus importantes du Canada. Non seulement cette fusion permet au RCDR d'élargir le champ de ses activités, mais elle s'appuie sur les forces de notre organisation, ainsi que notre capacité de contribuer collectivement à la recherche universitaire au Canada. Par conséquent, j'anticipe avec plaisir le résultat des travaux du RCDR, qui ont pour but d'accroître l'accès au patrimoine documentaire,

aujourd'hui et pour les générations futures, par l'entremise de services de numérisation, de préservation et d'accès.

Le RCDR continue d'atteindre ses objectifs grâce au plan stratégique, mais aussi en élargissant son offre en matière de contenu et de services. Tout en préservant sa viabilité, notre organisation veille aux besoins des membres par le biais de collaborations avec des partenaires nationaux et internationaux. Grâce à divers projets, outils et services, nous offrons aux membres de nombreuses ressources favorisant l'accès de manière collaborative au contenu et à de nouveaux modèles de communication savante. Je tiens par contre à remercier l'équipe du RCDR pour son travail, son engagement et son expertise, qui nous permettent d'atteindre nos objectifs et saisir les occasions qui se présentent pour les membres.

Je voudrais également remercier le conseil d'administration pour son excellent sens de la direction, ainsi que les comités, sous-comités et groupes de travail du RCDR. Grâce à votre contribution au travail de partenariat avec les universités canadiennes, nous sommes en mesure d'atteindre nos objectifs et répondre aux besoins de notre communauté. À ce titre, je remercie également les membres du RCDR pour leur fidèle soutien.

Très cordialement,

Alan Shepard

Président, conseil d'administration du RCDR
Président et vice-chancelier, Université Concordia

Message de la directrice générale



Comme le RCDR entame la dernière année de son plan stratégique actuel, l'organisation poursuit son travail de catalyseur d'innovation et de développement, tout en poursuivant sa vision par le biais d'activités de licence, de partenariats et de collaborations.

Je suis toujours aussi impressionnée par l'excellent sens de la direction du conseil d'administration, des comités et des groupes de travail, malgré les défis auxquels les bibliothèques universitaires sont confrontées dans le domaine des communications savantes, qui ont un impact sur les membres du RCDR. Tout comme nos collègues au sein des consortiums internationaux répondent à ces défis de diverses manières dans leurs négociations, nous continuons de chercher des options aux « méga-ententes » traditionnelles et avons entrepris des projets d'analyse de collections pour aider les membres du RCDR à prendre des décisions éclairées à ce sujet. Pendant la dernière année, nous avons identifié nos forces et bâti des partenariats par l'entremise du Groupe de travail sur la transition des licences et du Groupe de travail sur un dépôt numérique fiable.

J'ai le plaisir de participer tous les ans à diverses initiatives collaboratives ayant pour but de favoriser l'érudition numérique. Nous sommes également toujours engagés au plan international, notamment en participant à l'initiative SCOAP³ et à l'International Council of Library Consortia (ICOLC), en plus d'explorer l'initiative OA2020. Le RCDR est par ailleurs très heureux d'agir en tant que responsable administratif du consortium ORCID Canada (ORCID-CA), qui est une initiative conjointe

de représentants canadiens de la recherche numérique. Nous contribuons aussi à des projets de collaboration nationale, notamment en appuyant la Coalition Publi.ca, le partenariat entre Érudit et le Public Knowledge Project, la Stratégie nationale de numérisation du patrimoine documentaire, le Conseil du leadership sur l'infrastructure de recherche numérique, ainsi que l'Index des projets de numérisation du patrimoine canadien.

Je suis également fière que l'année 2017-2018 se soit terminée par la fusion du RCDR et de Canadiana.org, qui est le fruit de recherches, de discussions et de planification depuis deux ans. Grâce aux nombreuses consultations auprès des membres de ces deux organisations, ainsi que les galeries, bibliothèques, archives et musées, notre communauté a choisi d'appuyer cette initiative avec beaucoup d'enthousiasme. À titre d'organisation combinée, le RCDR poursuit donc ses activités principales pour les licences de revues savantes, tout en contribuant à la numérisation, l'accès et la préservation du patrimoine documentaire canadien avec les services de Canadiana.

C'est toujours un énorme plaisir pour moi de travailler avec l'équipe du RCDR, dont l'engagement et le professionnalisme sont si précieux pour notre organisation. Je suis à cet égard très reconnaissante d'avoir la chance de représenter les membres du RCDR.

Très cordialement,

Clare Appavoo

Directrice générale

À propos du RCDR

RCDR EN BREF

8 employés et un conseil d'administration



4 comités permanents



2 groupes de travail associés



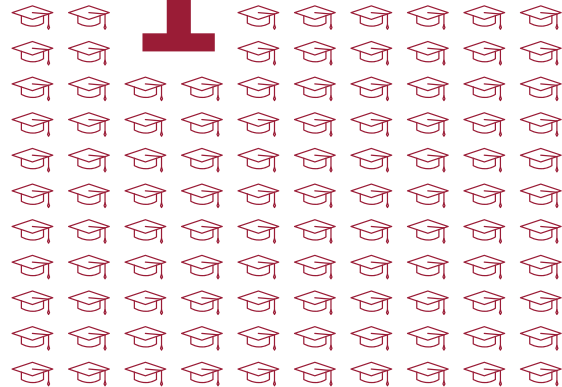
Soutient les bibliothèques membres de



Pour le bénéfice de plus de **42,000** chercheurs et professeurs



Et de plus de **1** million d'étudiants à travers le Canada



Administrant plus de **124**
millions



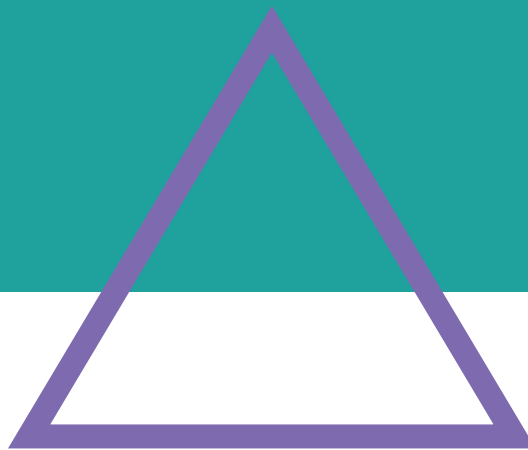
de \$ en dépenses pour les licences

MISSION

Le Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR) est un partenariat d'universités canadiennes qui se consacre à étendre l'accès au contenu numérique pour la recherche universitaire au Canada. Grâce à l'action concertée des bibliothécaires, des chercheurs, des administrateurs et d'autres intervenants de la collectivité de la recherche, le RCDR entreprend des initiatives à grande échelle d'acquisition de contenu et de licences en vue de mettre en place une infrastructure de connaissances pour soutenir la recherche et l'enseignement dans les universités canadiennes.

VISION

Le RCDR est un agent catalyseur d'innovation et de développement qui soutien le plus possible le milieu de la recherche canadien, les activités académiques, les activités créatives et les transferts de connaissance en travaillant activement en collaboration avec les autres parties prenantes.



VALEURS

Responsabilité

La force motrice du RCDR sont ses membres, auxquels il rend compte.

Large accès

Le RCDR s'est engagé à obtenir l'accès le plus large possible à la connaissance mondiale pour le bénéfice de ses universités membres ainsi que les groupes qu'elles desservent.

Collaboration

L'esprit de collaboration et le partenariat entre les intervenants sont le pivot de toutes les initiatives et activités du RCDR.

Transparence

Le RCDR fonctionne dans la transparence, dialogue ouvertement, communique ses activités efficacement et tient compte constamment des rétroactions.

Atteinte du consensus

Le RCDR reconnaît la diversité entre les établissements membres et la communauté de recherche, il cherche donc à établir un consensus et une bonne entente pour l'atteinte d'objectifs communs.

Excellence

Le RCDR vise l'excellence et il cherche constamment à améliorer ses services et ses activités.

NOS MEMBRES

Acadia University
Algoma University
Athabasca University
Bishop's University
Brandon University
Brock University
Cape Breton University
Carleton University
Concordia University
Concordia University of Edmonton
Dalhousie University
École nationale d'administration publique
École Polytechnique de Montréal
École de technologie supérieure
HEC Montréal
Institut national de la recherche scientifique
The King's University
Kwantlen Polytechnic University
Lakehead University
Laurentian University
MacEwan University
McGill University
McMaster University
Memorial University of Newfoundland
Mount Allison University
Mount Royal University
Mount Saint Vincent University
Nipissing University
NSCAD University
OCAD University
Queen's University
Royal Military College of Canada
Royal Roads University
Ryerson University
Saint Mary's University
Simon Fraser University
St. Francis Xavier University
Télé-université du Québec

Thompson Rivers University
Trent University
Trinity Western University
Université de Moncton
Université de Montréal
Université de Sherbrooke
Université du Québec à Chicoutimi
Université du Québec à Montréal
Université du Québec à Rimouski
Université du Québec à Trois-Rivières
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
Université du Québec en Outaouais
Université Laval
Université Sainte-Anne
University of Alberta
University of British Columbia
University of Calgary
University of Guelph
University of Lethbridge
University of Manitoba
University of New Brunswick
University of Northern British Columbia
University of Ontario Institute of Technology
Université d'Ottawa
University of Prince Edward Island
University of Regina
University of Saskatchewan
University of the Fraser Valley
University of Toronto
University of Victoria
University of Waterloo
University of Windsor
University of Winnipeg
Vancouver Island University
Western University
Wilfrid Laurier University
York University

Objectifs stratégiques : 2016-2018

1 Collaborer pour faire avancer la recherche numérique

Nous évaluerons les partenariats actuels et éventuels afin de mieux concentrer nos ressources et nos efforts au Canada et à l'étranger. Nous voulons réduire la redondance, partager et distribuer le savoir-faire et ainsi repérer les possibilités de financement conjoint.

2 Expansion du contenu et des services offerts

Le RCDR continuera de soutenir, renforcer et évaluer les licences existantes, tout en continuant d'élaborer et de mettre en œuvre un processus systématique afin de déterminer les besoins en contenu divers et toujours en évolution de ses membres du RCDR et d'y répondre. Nous aiderons nos membres à répondre aux besoins grandissants de leur communauté en offrant une nouvelle infrastructure, d'autres services, et en élargissant leurs rôles dans le cycle de vie des communications savantes en mettant au point une façon systématique d'appuyer l'édition en libre accès.

3 Mobiliser les membres et les intervenants

Nous continuerons d'élaborer et de fournir de solides services aux membres et nous nous engageons à faire participer nos membres à un dialogue véritable. Nous nous engageons à favoriser un degré élevé de confiance et de responsabilisation à la fois avec nos membres et avec nos interlocuteurs.

4 Maintenir et renforcer la viabilité

Grâce à un leadership visionnaire et à l'affectation de ressources à des priorités stratégiques, nous mettrons à contribution les membres et le personnel du RCDR à fournir un éventail complet de services homogènes et de grande qualité, et ce dans les deux langues officielles. Le RCDR gagnera la confiance de ses membres et veillera à ce qu'ils aient une compréhension en profondeur de la valeur du réseau. Le RCDR atténuera les risques financiers en offrant un rendement sur investissement élevé aux membres et en repérant les initiatives ou les partenariats qui attireront du nouveau financement.

Conseil d'administration

Le conseil d'administration du RCDR est composé de dix membres bénévoles (dont huit sont élus et deux sont nommés). Ces individus sont également membres de l'organisation. Le conseil d'administration bénéficie du soutien de l'équipe de personnel du RCDR, de trois comités (comité exécutif, comité stratégique du contenu, comité des finances et de la

vérification), d'un sous-comité (gestion des périodiques), ainsi que de groupes de travail formés au besoin pour répondre à certains défis. La structure organisationnelle a pour but d'être représentative, de répondre aux besoins des membres et de définir une vision stratégique afin de diriger des programmes nationaux de contenu.



Rangée avant, de gauche à droite : Catherine Steeves, Gwen Bird, Alan Shepard, Clare Appavoo, Ian Nason

Rangée arrière, de gauche à droite : Daniel Godon, Todd Mundle, Melissa Just, Larry Alford, Trevor Davis, Lesley Balcom

Dr. Alan Shepard

Président
Président et vice-chancelier
Université Concordia

Larry Alford

Chief Librarian
University of Toronto

Lesley Balcom

University Librarian
University of New Brunswick

Gwen Bird*

Vice-présidente
University Librarian and Dean of Libraries
Simon Fraser University

Trevor Davis*

Executive Director, Research Operations
Simon Fraser University

Daniel Godon

Directeur du Service de la bibliothèque
Université du Québec en Outaouais

Melissa Just*

Dean, University Library
University of Saskatchewan

Todd Mundle

University Librarian
Kwantlen Polytechnic University

Ian Nason*

Trésorier
Vice President, Finance and
Administration
Dalhousie University

Catherine Steeves*

Vice-Provost and Chief Librarian
Western University

***Membres du comité exécutif**

Assemblée générale annuelle

L'assemblée générale annuelle 2017 a eu lieu du 18 au 20 octobre à Montréal. Plusieurs personnes y ont participé, avec un total de 94 membres et intervenants, en plus des conférenciers et du personnel. Les séances de l'assemblée portaient sur les licences, le Groupe de travail sur un dépôt numérique fiable, le Groupe de travail sur la transition des licences, le Projet sur l'utilisation des revues, la Stratégie nationale de numérisation du patrimoine documentaire, la Coalition Publi.ca, ainsi que la proposition d'affaires pour la fusion entre le RCDD et Canadiana.org. Pendant l'assemblée, les membres devaient se prononcer par vote sur une motion concernant la combinaison de nos activités avec celles de Canadiana.org, en plus d'autoriser le conseil d'administration à négocier avec Canadiana.org, comme indiqué dans la proposition d'affaires qui avait été distribuée avant l'assemblée. Les membres ont massivement voté pour la motion, exprimant ainsi leur soutien financier envers l'organisation combinée.

Les membres ont également fait des commentaires très positifs pendant l'événement et dans le sondage de rétroaction, en indiquant notamment que les séances étaient très informatives et bien réparties dans l'ordre du jour. L'indice de satisfaction par rapport à l'assemblée est de 96% (70% des répondants étant très satisfaits et 26% satisfaits).



Photos des membres et du personnel à la réception de bienvenue de l'AGA

Prix de reconnaissance pour services exceptionnels Ron MacDonald

Les membres ont rendu hommage au récipiendaire du Prix de reconnaissance pour services exceptionnels à l'AGA 2017.

Brian Owen a été récompensé pour ses nombreuses réalisations pendant sa carrière et son engagement dans les communications savantes au Canada. M. Owen occupe le poste d'Associate Dean of Libraries for Library Technology and Special Collections à Simon Fraser University. Depuis 2005, il est aussi le Managing Director of the Public Knowledge Project (PKP). Il a également contribué au renforcement du cadre de recherche canadien, en participant notamment à l'équipe de négociation pour la mise en place du modèle de licence original du RCDR.

Les bibliothèques de l'Université Concordia, Université de Montréal, Université du Québec à Montréal (UQAM) et HEC Montréal ont généreusement commandité la soirée de remise du prix. Ce prix, qui est remis depuis 2010, a été nommé en l'honneur du défunt Ron MacDonald, qui a beaucoup contribué à la création des services et programmes collaboratifs du RCDR.



Brian Owen et le président de RCDR, Alan Shepard



Carol Shepstone, Gwen Bird, Brian Owen, Martha Whitehead, et Alan Shepard

Projets et collaborations

Au nom de ses membres, le RCDR développe des partenariats et projets communs pour promouvoir de manière collaborative l'érudition numérique.

En plus de bibliothécaires, chercheurs, administrateurs, bailleurs de fonds, éditeurs et divers représentants de la communauté de recherche, le RCDR travaille en partenariat avec des associations, organisations et individus, ayant pour but de faire avancer la recherche au Canada.

Les membres du RCDR représentent 75 bibliothèques universitaires, incluant des instituts de recherche mondialement reconnus et des établissements d'enseignement innovateurs. Par conséquent, le RCDR invite des organisations semblables à collaborer aux projets ayant pour but de développer l'infrastructure du savoir, ainsi que la capacité de recherche et d'enseignement des universités canadiennes. Nous sommes donc heureux de vous présenter les projets et collaborations de 2017-2018.

Projet sur l'utilisation des revues

Lancé pendant l'été 2016, le Projet sur l'utilisation des revues (PUR) vise à mieux comprendre l'utilisation des revues au sein des établissements, l'origine des citations, ainsi que la manière dont la valeur des revues est perçue au plan institutionnel et national. Cette initiative s'inscrit dans un projet de recherche, que Vincent Larivière de l'Université de Montréal a entrepris avec d'autres universités du Québec, sur l'impact pour les bibliothèques de la consolidation des éditeurs de revues et de la mise en place de « méga-ententes » dans l'industrie de l'édition. En élargissant cette recherche à 28 établissements membres, nous avons créé une méthodologie innovatrice et recueilli des données importantes pour établir des stratégies relatives aux collections. À l'échelle nationale, le PUR a permis d'analyser des données concernant les universités membres du RCDR et de définir une stratégie pour le renouvellement des licences. Les résultats finaux ont été transmis aux membres participants en février 2018. L'ensemble des membres du RCDR ont reçu l'analyse complète des données peu de temps après. Ces données permettront notamment à l'organisation de prendre des décisions éclairées pour les négociations de licences.

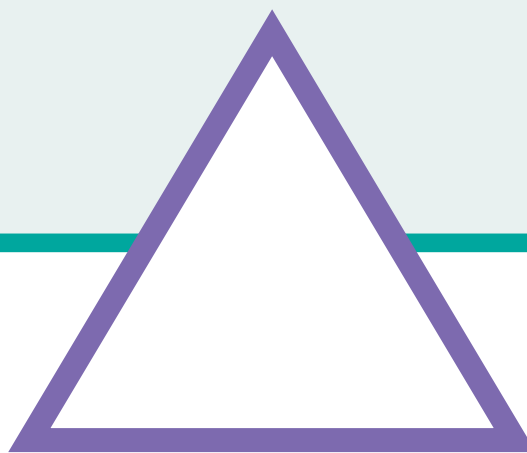
ORCID-CA

Le consortium ORCID Canada (ORCID-CA) s'est formé en 2017, dans le but d'offrir aux établissements et organisations canadiens un accès privilégié au registre d'ORCID et un tarif réduit pour les services de soutien. Le RCDR étant l'organisation responsable de l'administration d'ORCID-CA, la spécialiste du soutien aux membres de ce consortium travaille dans nos bureaux.

En 2017-2018, ORCID-CA a pris des mesures importantes pour se faire connaître et promouvoir ses services au Canada. On a entrepris une analyse des besoins actuels, ainsi que du progrès relatif à l'utilisation et la mise en œuvre d'ORCID au Canada pour mieux comprendre le type de soutien requis dans la communauté. Afin de promouvoir ORCID au Canada, diverses ressources ont été mises en place et diffusées pour encourager la collaboration et la discussion entre les membres d'ORCID-CA, notamment pour définir les meilleures pratiques à suivre. La structure de gouvernance d'ORCID-CA a été mise en place après la création d'un comité de gouvernance, composé de membres organisationnels.

Au cours de l'exercice, le consortium ORCID-CA atteint un total de 31 membres, ce qui représente plus de 86 000 iD ORCID associés aux membres du RCDR. ORCID-CA a organisé trois webinaires, en partenariat avec Données de recherche Canada et CANARIE, auxquels plus de 150 personnes ont participé. Par ailleurs la spécialiste du soutien aux membres d'ORCID-CA a répondu à plus de 400 questions reçues. Le site web du consortium est également mis à jour régulièrement, avec entre autres plus de contenu en français et des ressources pour la planification de projets. Afin de mettre la structure de gouvernance de l'avant, les procès-verbaux y sont accessibles et le nom des membres de comité y est indiqué.

Le RCDR continue de soutenir le consortium, en plus d'encourager les établissements à adopter et intégrer ORCID à leurs systèmes.



Coalition Publi.ca

La Coalition Publi.ca est une initiative stratégique qui a été mise en œuvre par Érudit et le Public Knowledge Project, dont l'objectif est de diffuser à plus grande échelle la recherche et les publications numériques en sciences sociales et humaines, au Canada et à l'étranger. Au début de l'année 2018, Érudit et le RCDR ont signé une entente quinquennale visant à soutenir financièrement les revues de la Coalition Publi.ca. Au total, 53 membres du RCDR y participent à part entière, tandis que 5 membres appuient l'initiative sans y participer entièrement. Le partenariat représente 125 revues, dont 40 sont aujourd'hui offertes en libre accès. Cette entente repose sur le succès de nos partenariats précédents avec Érudit, organisation auprès de laquelle nous avions auparavant un abonnement commercial, qui est désormais un partenaire, avec lequel nous partageons des buts en matière de viabilité et de libre accès. Le partenariat et la Coalition Publi.ca nous ont permis d'établir une nouvelle relation entre les revues et les bibliothèques, en plus de soutenir financièrement diverses revues canadiennes pendant la transition vers un modèle reposant entièrement sur le libre accès.

SCOAP³

L'initiative SCOAP³ (Sponsoring Consortium for Open Access Publishing in Particle Physics) transforme les revues clés dans le domaine de physique des hautes énergies en libre accès grâce à la redirection des frais d'abonnement des bibliothèques. Le RCDR est le point de contact national pour l'administration de SCOAP³ au Canada, dont le directeur général est également membre du comité exécutif du projet.

Le projet de libre accès SCOAP³ marque une étape importante en 2017-2018. Depuis le 1^{er} janvier 2018, trois revues de l'American Physical Society (*Physical Review C*, *Physical Review D* et *Physical Review Letters*) se sont jointes à SCOAP³, ce qui démontre que le passage au libre accès est un succès pour environ 90% des articles en physique des hautes énergies et n'entraîne pas de frais additionnels pour les auteurs.

La Phase III du projet commence le 1^{er} janvier 2020, donc il est probable que le conseil de gouvernance de SCOAP³ négocie le renouvellement des revues existantes de SCOAP³ avec les éditeurs, mais choisisse également d'élargir le projet aux 10% d'articles en physique des hautes énergies qui ne sont pas actuellement couverts.

COUNTER

Le RCDR est toujours membre de COUNTER, qui est un organisme rédacteur de normes relatives aux statistiques d'utilisation de ressources électroniques. Ainsi, des membres du RCDR ont contribué au développement de la Version 5 du code de pratique COUNTER. L'organisation a offert de traduire à titre bénévole le manuel *Guide Pratique de la Version 5 pour les bibliothèques* en français pour les membres francophones et la communauté élargie. Version 5 devrait entrer en vigueur en janvier 2019.

Index des projets de numérisation du patrimoine canadien

Lancé en mars 2016, l'Index des projets de numérisation du patrimoine canadien (IPNPC) inclut des collections numériques d'universités, ainsi que des documents d'archives et bibliothèques provinciales, de musées et de sociétés historiques. Pendant la dernière année, l'équipe du RCDR a mis en œuvre une stratégie de communication pour augmenter le nombre de collections dans l'IPNPC.

En 2017-2018, le nombre de collections dans l'index est passé de 200 à près de 1400, dont 145 se rattachent aux peuples autochtones du Canada et au moins 61 portent sur les Canadiens français. Le volume d'utilisation a atteint un sommet sans précédent, avec 837 pages vues en janvier, soit une augmentation de 129% depuis août 2017. Par ailleurs, depuis mars 2018, environ 98% des notices de l'IPNPC sont bilingues, ce qui représente une énorme amélioration par rapport aux 8% en octobre 2017.

Le RCDR poursuit ses efforts de sensibilisation dans le domaine du patrimoine numérique du Canada, notamment pour aider les chercheurs à trouver et utiliser ces collections. Comme il n'existe pas d'index semblable à l'IPNPC, nous sommes fiers de son essor et de sa contribution aux objectifs de la Stratégie de numérisation du patrimoine documentaire (SNPD) du Canada. Selon nous, l'IPNPC est également une bonne ressource pour les projets de numérisation de nos membres puisque l'index donne plus de visibilité à ces collections numériques.

Consortia Collaborating on a Platform for Library Usage Statistics

Depuis 2016, le RCDR est membre du comité consultatif du projet Consortia Collaborating on a Platform for Library Usage Statistics (CC-PLUS), une initiative de l'International Coalition of Library Consortia (ICOLC), dont l'objectif est de développer une technologie ouverte, un prototype et une plateforme pour les données d'utilisation de consortiums et leurs bibliothèques membres. Cette plateforme permettra de recueillir, afficher et analyser les données d'utilisation de bibliothèques. Le projet a obtenu une bourse de l'Institute of Museum and Library Services en 2017 pour démontrer la faisabilité de l'outil. En plus de siéger au comité consultatif, deux membres du RCDR, Memorial University of Newfoundland et l'Université d'Ottawa, ont testé et commenté le concept. Le code a été lancé sur Github et le RCDR participe activement à la mise en place de la prochaine phase du projet.

Fusion du RCDR et de Canadiana.org

Le RCDR et Canadiana.org ont fusionné le 1^{er} avril 2018. Cette initiative est le fruit de discussions et de planification depuis deux ans avec les membres de ces deux organisations, ainsi que la communauté des galeries, bibliothèques, archives et musées. À titre d'organisation combinée, le RCDR poursuivra ses activités principales pour les licences de revues savantes, tout en contribuant à la numérisation, l'accès et la préservation du patrimoine documentaire par le biais des services de Canadiana.

Les échanges sur une éventuelle fusion sont nés de la volonté de promouvoir davantage le contenu de recherche. Les membres du RCDR étant les principaux bailleurs de fonds de Canadiana depuis plus de dix ans, ils ont favorisé l'accès au patrimoine documentaire en format numérique pour la communauté de recherche. Le RCDR et Canadiana ont chacun été mis sur pied par la communauté canadienne des bibliothèques de recherche. De plus, ces deux organisations avaient des mandats complémentaires et des membres similaires. Après plusieurs années de collaboration et de partenariat, leurs deux conseils d'administration ont donc accepté en juin 2016 d'explorer conjointement la possibilité d'une fusion, qui était l'occasion de créer une organisation combinée en mesure de s'adapter aux changements dans le domaine du patrimoine canadien, des communications savantes et de la recherche. Même si la fusion présentait de nombreux défis, elle offrait également de nombreuses possibilités, notamment des investissements et systèmes de numérisation pour les membres du RCDR.

Après avoir consulté la communauté élargie, le groupe de travail, dont les membres proviennent des deux organisations, a élaboré une proposition d'affaires, qui a été soumise aux membres du RCDR au début du mois d'octobre 2017 afin de préparer les échanges à ce sujet pendant l'AGA. L'assemblée a voté massivement pour l'approbation en principe de la fusion. Suite au vote, le conseil d'administration du RCDR a contacté formellement le conseil d'administration de Canadiana.org pour discuter des conditions de la fusion. Par la suite, le conseil d'administration du RCDR a fait une offre formelle au conseil d'administration de Canadiana.org le 9 novembre 2017. Les membres de cette dernière organisation ont accepté l'offre le 12 janvier 2018 à l'occasion d'une assemblée extraordinaire des membres.

Cette fusion permet au RCDR et Canadiana de poursuivre la stratégie coordonnée que les bibliothèques membres ont mise en place. Ces deux organisations pourront également travailler en partenariat avec des établissements de recherche, des institutions de mémoire, des bailleurs de fonds et d'autres partenaires pour élargir et promouvoir la vision et l'impact du Canada en matière d'érudition numérique.



Équipe fusionnée du RCDR et de Canadiana

Rangée avant, de gauche à droite : Gloria Booth-Morrison, Russell McOrmond, Lucie Sauvé, Sascha Adler, Mariette Philippe, Monica Ward, John Loitzenbauer

Rangée derrière, de gauche à droite : Ken Blonski, Jason Friedman, Lindsay Bilodeau, Nazia Bundhoo, Patty Brisson, Clare Appavoo, Rebecca Ross, Beth Stover, Craig Olsvik



« Il s'agit d'un moment décisif dans l'histoire de nos organisations respectives et un important pas vers l'avant pour le Canada puisque nous pourrons ensemble profiter de l'environnement de recherche mondial et interconnecté. Cette fusion nous permettra d'élargir et d'accélérer les programmes et services de Canadiana dont l'objectif est de pérenniser la numérisation du patrimoine documentaire canadien pour les générations à venir »

Jonathan Bengtson,
Président, Canadiana.org

Outils et services

Le RCDR offre divers outils et services pour aider les membres à prendre les décisions nécessaires pour leurs collections et atteindre leurs objectifs institutionnels. Ces outils et services sont mis en place en fonction des besoins de nos membres et pour s'adapter à l'évolution rapide de notre secteur d'activité. Nous vous invitons donc à consulter notre [site web](#) pour en apprendre davantage.

Analyse de la valeur des revues

Pour aider les membres à déterminer la valeur des ensembles auxquels ils souscrivent au nom de leur établissement, le RCDR recueille annuellement des données d'utilisation sur les plus importantes licences qui sont en cours de renouvellement. En 2017, le RCDR a distribué aux membres le rapport de l'AVR au mois de juin. Ce rapport inclut l'analyse de quatre licences : Elsevier, SAGE, Springer et Wiley. Par la suite, un groupe de discussion a été mis sur pied en janvier 2018 pour améliorer

l'AVR. Parmi les améliorations à venir figure une analyse de l'année de publication, des données sur le libre accès et de meilleures données relatives aux sujets. L'équipe du RCDR s'est beaucoup investie dans l'AVR 2018, qui porte sur les licences renouvelées en 2019 : American Chemical Society, Cambridge University Press, Institute of Physics, Oxford University Press et Springer.

« L'AVR propose un aperçu intelligible du rendement de nos plus importantes ressources, ainsi que des données que les bibliothèques peuvent utiliser comme point de départ pour de futures analyses. Surtout, le rapport est conçu par l'équipe du RCDR, qui prend le temps de l'adapter et de l'améliorer continuellement en fonction des commentaires de membres ».

Samuel Cassady
Head, Collections & Content Strategies, Western Libraries

Services de taux de change

La majorité du contenu sous licence du RCDR est négocié et payé en dollars américains (USD), mais facturé aux membres en dollars canadiens (CAD). Pour minimiser les risques liés à la fluctuation des devises, nous proposons des services de taux de change, qui offrent aux membres plus de contrôle et de prévisibilité dans leurs budgets. Les membres ont l'option de gérer leur degré d'exposition au marché des devises et de prévoir leurs besoins à cet égard, ou de présenter une offre pour bénéficier d'un meilleur taux de change pour les licences importantes du RCDR. À noter que les coûts ont augmenté en 2017-2018 pour les membres à cause de la fluctuation des devises, ces derniers ayant dépensé plus de 125\$M pour les licences. Les services de taux de change sont offerts moyennant de modestes frais administratifs et sont entièrement optionnels.

En 2017-2018, le RCDR proposait des services de taux de change optionnels pour SpringerLink, Clarivate Analytics (Thomson Reuters), Web of Science/Web of Knowledge, ainsi que les produits d'ACS Web et Legacy Archives. Le RCDR offrait également l'option de recevoir une facture en USD pour la première année (2018) suivant le renouvellement d'Elsevier ScienceDirect, Wiley-Blackwell et Sage. L'option était proposée aux membres au moment du renouvellement.

Neuf membres ont fait une offre en CAD et huit membres ont demandé de recevoir une facture en USD, pour un total de plus de 4,5M\$ USD ou plus de 30% du montant total facturé pour ces trois licences. Au courant de l'année, le personnel du RCDR a considérablement automatisé le processus de facturation interne en USD.

Étant donné le succès de ces services, le Comité des finances et de la vérification recommande de les prolonger en 2018-2019. Les membres ont notamment l'option de recevoir une facture en USD en 2019 pour les licences d'Elsevier Science Direct, Taylor & Francis et Wiley-Blackwell. L'option de facturation en USD sera également proposée pour le renouvellement de SpringerLink en 2019.

En mars 2018, France Paul, qui siège au Comité des finances et de la vérification, a coanimé avec le personnel du RCDR des téléconférences pour présenter les services de taux de change aux membres. L'enregistrement de ces téléconférences et le livre blanc sur les services offerts sont disponibles dans la section du [site web](#) du RCDR réservée aux membres.

Trousse de mobilisation des établissements

La Trousse de mobilisation des établissements a été créée pour offrir aux membres du matériel de communication afin de sensibiliser leurs interlocuteurs internes aux défis que le système actuel de communications savantes pose aux bibliothèques. Cette trousse facilite pour les bibliothécaires la communication auprès des chercheurs, membres du corps enseignant et administrateurs lorsqu'il s'agit de justifier les publications qu'ils choisissent, d'aborder les décisions en matière de promotion et de discuter de l'impact plus général de ces enjeux pour le secteur universitaire. La trousse de mobilisation est disponible sur le [site web](#) du RCDR et elle a été mise à jour en novembre 2017 pour y inclure la licence CC-BY, des outils améliorés en français, des graphiques actualisés et du nouveau contenu.

Comité stratégique du contenu

Le conseil d'administration a créé le Comité stratégique du contenu (CSC), qui est un comité permanent responsable des éléments suivants :

- Analyser les ressources et besoins des membres pour consulter adéquatement les membres au sujet de leurs priorités et besoins particuliers avant de déterminer, négocier, mettre en œuvre et offrir en accès perpétuel des ressources électroniques;
- Suivre les développements dans le domaine de l'édition savante afin de saisir les occasions qui se présentent pour répondre aux besoins des membres;
- Définir des objectifs, principes, stratégies et précisions pour les fournisseurs, les négociations en matière de libre accès et les accords de licence. Faire les recommandations nécessaires au conseil d'administration;
- Suivre l'exécution des stratégies de négociation du personnel et aider/soutenir les négociateurs en vue d'atteindre les objectifs du conseil d'administration (CA);
- Évaluer les résultats de négociation et informer le CA du progrès et des enjeux relatifs aux conditions obtenues pendant les négociations;
- Conseiller et aider le personnel dans la mise en œuvre des accords de licence (notamment pour la gestion de périodiques et l'accès perpétuel);
- Contribuer à la vision stratégique et à l'expertise opérationnelle des membres pour faciliter la planification, la mise en œuvre de programmes et les communications;
- Travailler étroitement avec les autres comités pour veiller à ce que tous les objectifs concordent avec les frais de licence et le partage des coûts;
- Informer le conseil d'administration et le personnel de tout enjeu concernant les politiques ou activités organisationnelles que le comité pourrait devoir déléguer à un autre groupe ou secteur de l'organisation;
- Veiller à toute autre responsabilité que le conseil d'administration pourrait lui confier de temps à autre.



Rangée avant, de gauche à droite : Jason Friedman, Jennifer Richard, Monica Ward, Todd Mundle, Clare Appavoo, Sandy Stiff
Rangée arrière, de gauche à droite : Arnald Desrochers, Weijing Yuan, Tanja Harrison, Harriet Rykse, Denise Koufogiannakis, Pamela Jacobs, Chantal St-Louis, Craig Olsvik

Membres

Todd Mundle
 Président
 University Librarian
 Kwantlen Polytechnic University

Gabrielle Prefontaine
 Vice-présidente
 Dean of the Library
 University of Winnipeg

Délégués du Council of Atlantic University Libraries (CAUL) :

Tanja Harrison
 University Librarian
 Mount Saint Vincent University

Jennifer Richard
 Academic Librarian
 Acadia University

Délégués de l'Ontario Council of University Libraries (OCUL) :

Harriet Rykse
 Associate Chief Librarian
 Western University

Pamela Jacobs
 Manager of Electronic Resources
 University of Guelph

Délégués du Bureau de coopération interuniversitaire (BCI) :

Arnald Desrochers
 Chargé de projet
 Bureau de coopération interuniversitaire (depuis mars 2018)

Stéphanie Gagnon
 Directrice des collections
 Université de Montréal (jusqu'en mars 2018)

Louis Houle
 Director, Collection Development and Interlibrary Loan & Document Delivery Service
 McGill University (jusqu'en décembre 2017)

Chantal St-Louis
 Direction des services-conseils et des collections
 Université Laval (depuis janvier 2018)

Délégués du Council of Prairie and Pacific University Libraries (COPPUL) :

Denise Koufogiannakis
 Associate University Librarian
 University of Alberta

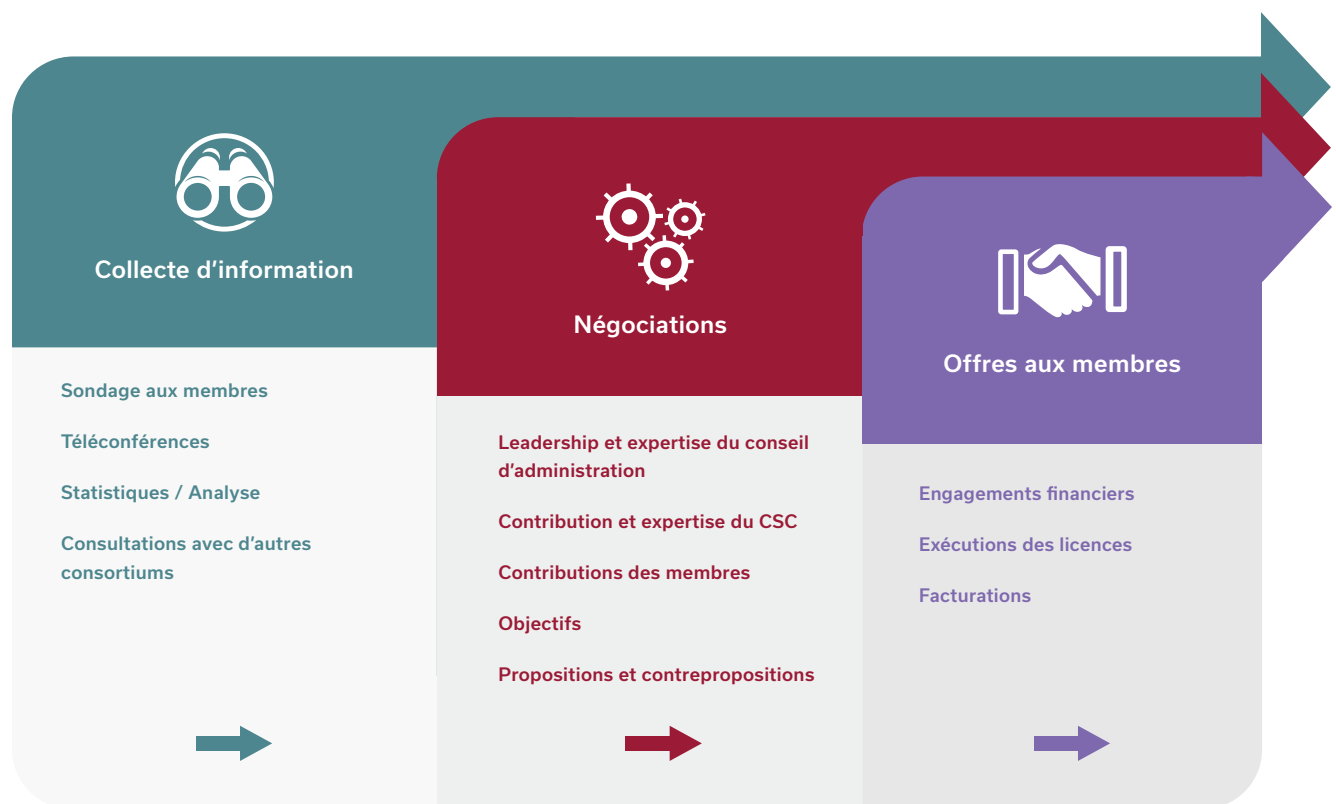
Lisa Petrachenko
 Associate University Librarian, Learning & Research Resources
 University of Victoria (jusqu'en décembre 2017)

Sandy Stiff
 Associate Dean
 MacEwan University (depuis janvier 2018)

Membre équilibrant la bande 13 :

Weijing Yuan
 Head, Licensing and eResource Acquisitions
 University of Toronto (depuis septembre 2017)

PROCESSUS DE NÉGOCIATION DU RCDR



Rapport du comité stratégique du contenu

Le RCDR a renouvelé 16 licences en 2017-2018. En plus des activités qui se rattachent aux licences, nous avons deux partenariats pour le libre accès, les revues de l'American Physical Society se sont ajoutées à la Phase II de SCOAP³ et nous avons prolongé le partenariat avec Érudit pour soutenir la Coalition Publi.ca, qui est décrite plus en détail dans la section du rapport sur les projets et collaborations.

Licences renouvelées en 2017-2018 :

- Elsevier Science Direct
- Sage Premier
- Wiley-Blackwell Database
- Canadiana – Early Canadiana Online/ Canadiana Online
- JSTOR Collections
- Canadian Science Publishing
- Economist Intelligence Unit
- Artstor – Digital Library
- Artstor – JSTOR Forum
- ProQuest – Globe & Mail
- Gale Eighteen Century Collections Online and Times Digital Archive
- IntelLex Past Masters
- Alexander Street Press Classical Scores et Theatre in Video
- IOP Ebook – offre globale (Release 4)
- Prolongement de l'accord de licence Cairn pour un an
- Prolongement de l'accord de licence Periodicals Archive Online (PAO) pour un an

Renouvellement des « méga-ententes »

En 2017-2018, le RCDR a renouvelé trois ensembles de revues majeurs : Elsevier ScienceDirect, Wiley-Blackwell Online Library (Database) et SAGE Premier All-Access. Nous avons également connu d'autres réalisations pendant les négociations pour le renouvellement de ces licences, notamment la plus faible augmentation encore jamais négociée pour les trois licences, ainsi que le passage de l'ancienne licence du CRKN au nouveau modèle de licence (améliorations concernant les conditions de non-divulgateion, clauses de retrait et référence à la Loi fédérale sur le droit d'auteur). Pour deux ensembles sur trois, on offre l'option d'une réduction de frais avec de plus petites collections ou une sélection au titre par titre.

Explorer d'autres options que les « méga-ententes »

Comme les membres sont toujours en difficulté financière à cause de l'augmentation du prix des revues, du déclin de la devise canadienne et des pressions budgétaires pour les bibliothèques, le RCDR continue d'explorer d'autres options dans le cadre des « méga-ententes » qui ont été renouvelées en 2017-2018. Nous avons négocié d'autres options d'abonnement pour deux ensembles de revues en 2017-2018 :

Wiley-Blackwell Online Library (Database) :

les membres peuvent annuler leur abonnement pour la base de données entière, réduire ainsi leurs dépenses et s'abonner à des titres individuels à un prix moindre.

SAGE Premier : les membres peuvent annuler leur abonnement à Premier All-Access, réduire ainsi leurs dépenses et s'abonner plutôt à une liste fixe, à des ensembles de sciences humaines et sociales, science, technologie, mathématique ou à de plus petits ensembles dans un domaine précis.

Clauses de retrait

La négociation des clauses de retrait pour les licences du RCDR est toujours une priorité pour le CSC, notamment pour offrir aux membres la possibilité de se retirer d'une entente en cas de difficulté financière sur une base annuelle, malgré l'entente pluriannuelle.

Sous-comité de la gestion des périodiques

Le mandat de trois membres de longue date du Sous-comité de la gestion des périodiques (SCGP) s'est terminé en 2017-18 : Janice Adlington (McMaster University), Lino Tremblay (Université du Québec à Chicoutimi) et Sandra Wong (présidente,

Simon Fraser University). Avec autant de candidats si talentueux parmi lesquels choisir, nous sommes fiers de vous présenter la nouvelle présidente et les trois nouveaux membres du comité.

Membres du comité :

Patricia Pang

Présidente
Electronic Resources Assistant
University of Victoria

Melissa Belvadi

Collections Librarian
University of Prince Edward Island

Carolle Blais

Bibliothécaire responsable – Service des acquisitions
Université du Québec à Montréal

Courtney Bremer

eResources Access Manager
University of Waterloo

Sue Fahey

Head of Serials and Acquisitions
Memorial University of Newfoundland

Mandi Schwarz

Library Assistant – Electronic Resources
University of Northern British Columbia

R. Scott Shannon

eResources Administrator
University of New Brunswick

Wei Zhao

Senior Metadata Librarian
OCUL/Scholars Portal

Cette année, le SCGP s'est efforcé d'améliorer son efficacité, grâce notamment à un vérificateur de liens automatique et la création, conjointement avec le CSC, d'une liste de titres canadiens offerts en libre accès en fonction des données fournies par CUFTS.

Groupe de travail sur un dépôt numérique fiable

Le Groupe de travail sur un dépôt numérique fiable (GTDNF) a été créé en 2017 et compte les membres suivants :

Leslie Weir

Présidente
Bibliothécaire en chef
Université d'Ottawa

Corey Davis

Digital Preservation Coordinator
Council of Prairie and Pacific University Libraries

Kate Davis

Assistant Director
Scholars Portal

Émilie Fortin

Chef de la section de la production numérique, préservation et conservation des collections
Université Laval

Scott Gillies

Associate University Librarian
Wilfrid Laurier University

Geoff Harder

Associate University Librarian
University of Alberta

Kristen Kruse

Coordinator, Collections Management
University of Manitoba

Glen Morales

Business Manager
University of Toronto Libraries

Caitlin Tillman

Associate Chief Librarian for Collections and Materials Management
University of Toronto

Un soutien supplémentaire a été fourni par :

John Barnett

Executive Director, OCUL

Jesse Carliner

Communications Librarian
University of Toronto

Alan Darnell

Director, Scholars Portal

Anika Ervin-Ward,

Administration and Communications
Coordinator, OCUL

Grant Hurley

Digital Preservation Librarian
Scholars Portal

Le GTDNF a pour mandat de définir un cadre, incluant notamment un modèle de service, de gouvernance et de partage des coûts, pour la création d'un Dépôt numérique fiable (DNF) afin que les membres du RCDR puissent accéder à long terme aux ressources sous licence et avoir un mécanisme indépendant des éditeurs pour faire valoir leurs droits d'accès après annulation.

Le GTDNF a débuté ses activités en 2017-2018 et s'investit beaucoup dans le travail d'intervention auprès des parties prenantes : membres du RCDR, consortiums régionaux, UTL et Scholars Portal. Le groupe a organisé de nombreux échanges, dont une séance à l'assemblée générale du RCDR à Montréal, des webinaires avec les membres et des présentations (soit en personne ou par téléconférence) auprès des quatre consortiums régionaux.

Tel que proposé, le DNF de l'organisation s'appuie sur le DNF de Scholars Portal, auquel l'Ontario Council of University Libraries (OCUL) fait appel, en vertu de l'entente de service avec University of Toronto Libraries (UTL). Le GTDNF doit soumettre son rapport final au conseil d'administration en juin 2018.

Groupe de travail sur la transition des licences (GTTL)

En janvier 2017, le conseil d'administration du RCDR a donné son aval pour la création du Groupe de travail sur la transition des licences (GTTL), qui inclut les membres suivants :

Heather McMullen

Président
Associate University Librarian
Queen's University

Alison Ambi

Interim Head, Collections
Memorial University of Newfoundland

Samuel Cassady

Head, Collections & Content Strategies
Western University

Patty Gallilee

AUL Collections and Scholarly Communication
Simon Fraser University

Wendy Merkley

Associate University Librarian
University of Lethbridge

Chantal St-Louis

Directrice des services-conseils et des collections
Université Laval

Robert Tiessen

Content Development Librarian
University of Calgary

Le GTTL avait pour mandat de recommander au RCDR la meilleure façon de soutenir les membres qui désirent se retirer d'une « méga-entente », en plus de proposer d'autres options que le CSC pourrait négocier avec les fournisseurs. Pour accomplir son mandat, le GTTL a participé à de nombreuses réunions, entrepris une analyse bibliographique en profondeur et consulté les membres du RCDR.

Le GTTL s'est réuni 16 fois du mois d'avril 2017 et au mois de janvier 2018, dont une fois en personne à Ottawa en juin 2017. Le GTTL a présenté ses travaux à l'AGA 2017 et ensuite animé une discussion très riche au sujet des « méga-ententes ». À partir des conclusions de cette séance et de ses travaux précédents, le GTTL a soumis un rapport au CSC en janvier 2018. Le rapport inclut une série de recommandations et d'étapes transitoires vers de nouveaux modèles conformes à la vision du RCDR, tout en sachant qu'il n'y aura pas d'approche universelle pour résoudre ces enjeux.

Le rapport a été accepté et distribué aux membres en février 2018. En fonction des commentaires reçus, le CSC a approuvé un plan d'action pour mettre en œuvre les recommandations du comité. Le conseil d'administration et le CSC suivent le progrès de ces recommandations de près, plus particulièrement celles qui concernent les renouvellements en 2018.

Comité des finances et de la vérification

Le conseil d'administration du RCDR a créé le Comité des finances et de la vérification à titre de comité permanent du conseil d'administration, en vertu de l'article 12 des règlements généraux de la corporation. Le CF est responsable des éléments suivants :

- Informer le conseil d'administration de toute question financière touchant le RCDR;
- Recommander des vérificateurs aux fins de leur nomination;
- Examiner la portée de la vérification, puis approuver les honoraires des vérificateurs;
- Recevoir et examiner les états financiers vérifiés du RCDR pour déterminer si la présentation est acceptable, les principes comptables sont adéquats et ils ont été diffusés avant d'être transmis au conseil d'administration;
- Recevoir et revoir le rapport écrit annuel du vérificateur;
- Recommander le budget annuel au conseil d'administration, notamment en ce qui concerne les cotisations annuelles des membres;
- Déterminer si le budget doit être révisé et faire les recommandations nécessaires à cet égard au conseil d'administration;
- Informer le conseil d'administration de questions en matière d'exigences financières;
- Examiner au nom du conseil d'administration tous les contrats, ententes ou autres instruments concernant les affaires financières du RCDR, pour ensuite les transmettre au conseil d'administration. Recommander les actions à prendre;
- S'assurer que le RCDR ait un processus adéquat pour se doter des ressources financières nécessaires pour la direction stratégique;
- Promouvoir la transparence et la responsabilité dans les activités de planification financière du RCDR;
- Veiller à toute autre responsabilité que le conseil d'administration pourrait lui confier de temps à autre.

Le CF privilégie une approche consultative dans son travail pour mobiliser les membres au besoin et obtenir leur avis régulièrement.



De gauche à droite : Andrew Coward, Daniel Godon, Trudy Pound-Curtis, Clare Appavoo, Bernard Bizimana, France Paul, Bill Kuurstra, Ken Blonski

Membres

Le CF est composé de deux membres du conseil d'administration du RCDR et de trois individus qui représentent les établissements membres ayant les connaissances et l'expertise financière requises.

Christopher Callbeck

Président et trésorier (mandat échu en octobre 2017)
Vice President, Finance & Administration and Chief Financial Officer
Acadia University

Ian Nason

Président et trésorier
(depuis octobre 2017)
Vice-President, Finance & Administration
Dalhousie University

Bernard Bizimana

Directeur des services techniques et informatisés
Bibliothèque Myriam et J.-Robert Ouimet, HEC Montréal

Andrew Coward

Trésorier
(depuis janvier 2018)
University of Victoria

Daniel Godon

Directeur de la bibliothèque
Université du Québec en Outaouais

France Paul

Directrice des services techniques,
Service des bibliothèques et archives
Université de Sherbrooke

Trudy Pound-Curtis

Assistant VP Finance and CFO
York University (mandat échu en janvier 2018)

Rapport du comité des finances et de la vérification

Vérification financière 2016-2017 et planification de la vérification financière FY2017-2018

En juin 2017, le CF a examiné les états financiers de l'exercice se terminant le 31 mars 2017, puis lu et commenté le rapport du vérificateur (notamment pendant une rencontre à huis clos avec ce dernier). Le comité a recommandé au conseil d'administration d'approuver le rapport.

Lors d'une réunion le 14 mars 2018, le CF a rencontré les vérificateurs de la firme Deloitte pour approuver la portée et le processus de vérification, ainsi que les responsabilités formelles et l'approche prévue pour la vérification, en plus de l'équipe de vérificateurs pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018. La vérification 2017-2018 s'étant terminée en juin 2018, les états financiers vérifiés du RCDR seront présentés aux membres à l'AGA en octobre 2018 à Vancouver.

Processus budgétaire 2017-2018 et 2018-2019

Les membres du CF se sont réunis le 14 mars 2018 avant de recommander l'approbation du budget préliminaire 2018-19 au conseil d'administration. Cet échange portait entre autres sur les répercussions des cotisations.

Le budget du RCDR pour l'exercice 2018-2019 comprend cinq parties :

1. Explicatif du budget ;
2. Sommaire et segments du budget 2018-2019 ;
3. Analyse des écarts 2018-2019 ;
4. Projections pluriannuelles ;
5. Contexte : principes et processus budgétaire.

Le conseil d'administration a approuvé le budget pour l'exercice 2018-2019, incluant un surplus budgétaire de 111 605\$ au 21 mars 2018. (Veuillez noter que la proposition d'affaires pour la fusion du RCDR et Canadiana prévoyait un déficit budgétaire pendant la première année de l'organisation combinée).

Cotisations des membres

À la lumière des travaux du Groupe de travail sur les bandes, le CF a entrepris il y a quatre ans une révision du système de calcul des cotisations de membres. En 2015, le CF a accepté les principes entourant la transition du système de répartition des cotisations de membres de 13 bandes, dont l'importance de faciliter la transition sur plusieurs années et d'informer les membres de tout changement suffisamment d'avance.



En 2017-2018, le RCDR a lancé une stratégie de communication auprès des membres pour leur indiquer la nouvelle structure de cotisation.

En mars 2018, le RCDR a donc présenté aux membres les cotisations anticipées, calculées à partir d'une augmentation de 2,5% pour la seconde et dernière année de transition vers le nouveau système de bandes. Le CF a ensuite recommandé de réduire cette augmentation à 2%, ce que le conseil d'administration a accepté. Après divers pourparlers (en mai 2018) sur la nouvelle répartition des bandes, ainsi que le calcul des cotisations, le CF a envoyé les factures de cotisations pour l'année en cours aux membres en juin 2018-19.

Fusion avec Canadiana

En septembre 2017, le CF a examiné la proposition d'affaires pour la fusion du RCDR et Canadiana qui avait été élaborée après l'assemblée des membres du 15 mai 2017, avec une attention particulière aux hypothèses budgétaires, cotisations proposées et risques d'une organisation combinée.

Après les groupes de discussion auprès des membres en septembre 2017, le CF a de nouveau examiné la proposition d'affaires préliminaires avant de la finaliser et présenter aux membres à l'assemblée générale annuelle en octobre 2017. Le CF a soumis au RCDR une brève liste des enjeux qui avaient été étudiés et considérés dans le cadre de la combinaison.

Politique et gouvernance

Le CF doit revoir et, le cas échéant, mise à jour, les politiques financières du RCDR sur une base triennale rotative. En 2017-2018, le comité a examiné les politiques suivantes :

- Politique en matière de capitalisation
- Politiques sur les avoirs nets
- Politique sur les frais de voyage



Gestion du risque

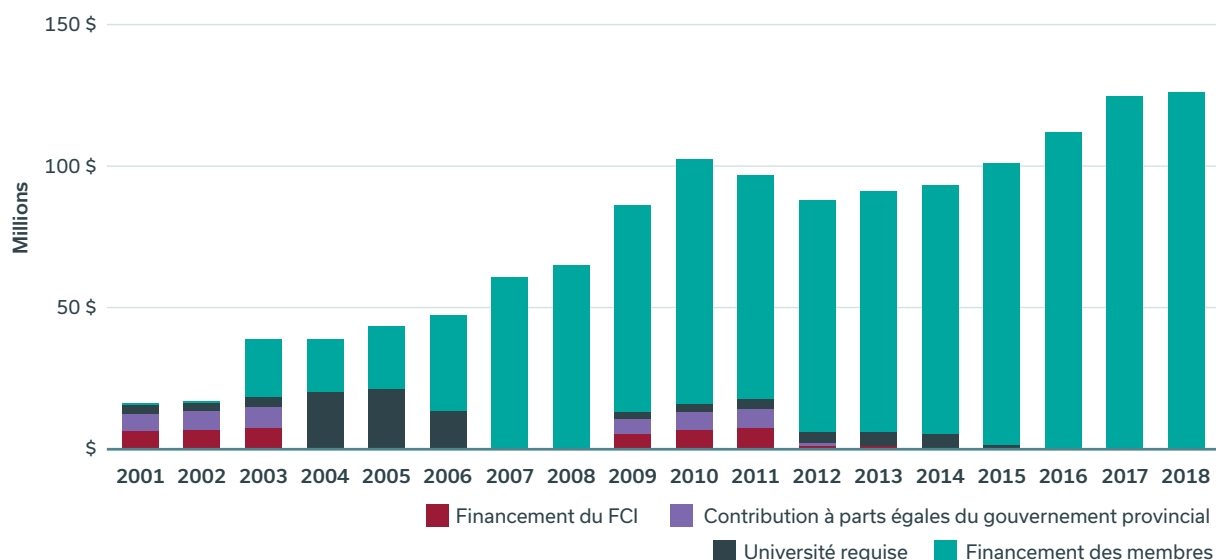
Le CF évalue et adapte régulièrement le cadre de gestion du risque, ainsi que le rapport annuel à ce sujet. Au cours de la dernière année, le rapport a été mis à jour pour y inclure la liste des six enjeux majeurs actuels de l'organisation. La liste a été soumise au RCDR afin que celui-ci l'examine et tienne compte de ces enjeux dans ses activités de planification et développement.

Partenaire financier

L'investissement de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) a été déterminant pour établir une infrastructure du savoir en collaboration à l'appui du mandat du RCDR, qui consiste à accroître l'accès au contenu

de recherche numérique. En 2001, la FCI a investi 20 millions de dollars à l'appui du Projet canadien de licences de site nationales (PCLSN), et des gouvernements provinciaux et les établissements membres ont injecté 30 millions de plus en fonds de contrepartie. En 2009, la FCI a encore une fois investi dans le projet de l'ICN (19,1 millions de dollars), les provinces et les établissements membres versant des fonds de contrepartie (29 millions de dollars). Aujourd'hui, les membres du RCDR continuent d'investir dans du contenu de grande valeur et de générer des atouts supplémentaires dans le cadre de modalités de licences avantageuses, de projets de recherche interdisciplinaire et de recrutement de cerveaux.

Le capital d'amorçage du FCI mobilise des investissements durables



Analyse de la direction

Année financière se terminant le 31 mars 2018

L'Analyse de la direction a pour but de compléter les états financiers vérifiés du RCDR pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018. Le Comité des finances et de la vérification (CF) et le conseil d'administration ont examiné et pris des notes sur le bilan, le sommaire et le rapport suivant avant de l'approuver pour le transmettre aux membres.

Les états financiers du RCDR ont été élaborés conformément aux Normes comptables pour les organismes à but non lucratif canadiens, puis vérifiés par la firme Deloitte & Touche, LLP, qui n'a soulevé aucun problème ou amélioration dans sa lettre à la direction ou son rapport final transmis au CF.

Le 31 mars 2018, le RCDR a terminé sa quatorzième année d'opérations indépendantes à titre d'organisme sans but lucratif incorporé. La vaste majorité de ses revenus et dépenses concernent les accords de licences nationaux

conclus avec les éditeurs de contenu de recherche numérique au nom des membres. L'administration du RCDR a pour but de gérer adéquatement ces accords en fonction du pouvoir d'achat et d'action de l'organisation.

Sommaire exécutif

Le RCDR continue de financer ses opérations en interne, à partir de revenus d'intérêt et d'autres sources au besoin, sans avoir recours au crédit et en surveillant étroitement son flux de trésorerie. Les objectifs financiers pluriannuels lui évitent de trop dépendre de revenus de placements, de contrôler ses coûts et de ne pas puiser dans les excédents si possible. L'organisation s'efforce par conséquent d'équilibrer ses activités en fonction des sources de revenus et des activités en cours.

Dans le cadre de son mandat, le RCDR s'engage à faciliter l'accès au contenu numérique pour la recherche universitaire au Canada de manière rentable, stable et prévisible. En même temps, l'organisation travaille conjointement avec

des partenaires pour faire avancer l'érudition numérique au Canada. Le RCDR a notamment acheté les actifs de Canadiana et embauché le personnel de cette dernière organisation à la fin de l'année financière précédente. Le but de cette opération était d'intégrer les activités de Canadiana pour les offrir à titre de programme du RCDR.

Malgré le déficit prévu de 25 000\$ dans le budget 2017-2018, l'organisation a fait suffisamment d'économies ponctuelles et bénéficié de revenus d'investissement, entre autres, ce qui lui a permis de dégager un excédent, le quatrième depuis ses débuts. Par ailleurs, la structure de la combinaison avec Canadiana, ainsi que la nature des passifs pris en charge, ont permis au RCDR de réaliser des gains comptables pendant la transaction.

Parmi les développements importants de cette année figure l'entrée en poste d'une spécialiste du soutien aux membres pour ORCID-CA, la conclusion du Projet sur l'utilisation des revues, la relocalisation des bureaux du RCDR (dans le complexe existant, aux frais du propriétaire), l'élaboration d'une proposition d'affaires pour la combinaison avec Canadiana.org et l'approbation de cette proposition à l'assemblée générale annuelle en octobre 2017.

État de la situation financière

Solde bancaire et créditeur : les retards de facturation des éditeurs, qui s'étendent au-delà du renouvellement de licences prévu le 1er janvier, ont encore eu un impact considérable sur le solde bancaire et créditeur au 31 mars 2018. Tous les montants à recevoir étaient à jour à la fin de l'exercice et le RCDR s'assure toujours d'avoir les ressources financières nécessaires pour répondre aux exigences opérationnelles.

Montants dus par Canadiana.org : à la fin de l'année, conformément aux conditions de la convention d'achat d'actifs, Canadiana.org devait environ 125 000\$ au RCDR. Ces montants représentent le solde bancaire et les créances en souffrance de l'organisation au 31 mars.

Licences prépayées et revenus de licence reportés : le RCDR comptabilise ses dépenses et revenus de licence mensuellement en fonction des droits d'accès aux licences qui sont octroyés. Par conséquent, il y a régulièrement un écart entre les licences prépayées et les revenus reportés. Ce déséquilibre était légèrement inférieur aux montants de l'année dernière, qui étaient sans précédent essentiellement à cause de la fluctuation du taux de change USD/CAD.

Immobilisations : L'organisation a immobilisé plus de 28 000\$ en améliorations locatives payées par le propriétaire pour le déménagement au quatrième étage du bâtiment Holland Cross. De nouvelles catégories d'actifs ont été ajoutées pour l'équipement de numérisation, les scanners et les commutateurs nécessaires pour l'achat des immobilisations de Canadiana. Dans le cadre de la transaction, le RCDR a acquis des actifs d'une valeur marchande de 339 000\$.

Créditeurs et charges à payer : le solde payable du RCDR varie selon les cycles de licence d'une année à l'autre.

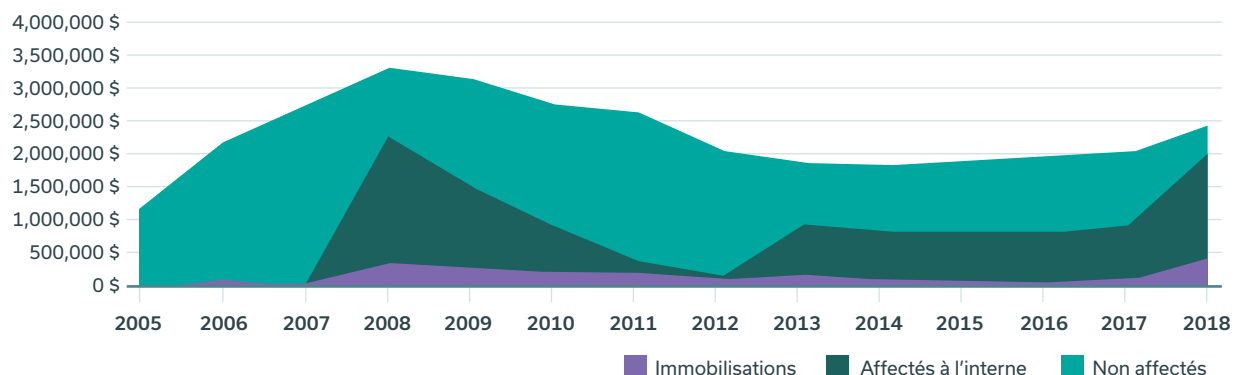
Remises gouvernementales à payer : comme les opérations relatives aux licences du RCDR sont de nature périodique, la taxe à la consommation ou les sommes recouvrables sont parfois considérablement élevées. De façon générale, le RCDR recouvre la totalité de la TPS, TVH et TVQ payées dans le cadre de ces opérations.

Revenus reportés : comme les années précédentes, le RCDR a équilibré les revenus reportés et les licences prépayées. Dans le cadre de la combinaison avec Canadiana.org, l'organisation a également reporté les montants, payés par les membres, et les revenus de la licence Canadiana ECO (en d'autres termes, les revenus des activités de Canadiana que le RCDR touchera après la combinaison) dans un nouveau compte de revenus reportés. Par ailleurs, le nouveau fonds de préservation et d'accès au contenu patrimonial facilitera la transition, entre les frais de licence ECO et les cotisations que les membres payaient, pour le financement des activités d'exploitation de Canadiana, qui deviendront un programme du RCDR.

Actifs nets affectés et non affectés : conformément à la politique sur les actifs nets, le RCDR a restreint 1 585 923\$ (soit la moitié du budget d'exploitation 2018-2019) dans le cadre du processus d'approbation budgétaire 2018-19.

Le RCDR met de côté une partie de ses actifs nets en fonctions des immobilisations investies pour prévoir les amortissements futurs. Le solde des actifs non affectés a lentement augmenté pendant quatre ans, jusqu'à cette année, où la combinaison avec Canadiana (et l'augmentation du budget d'exploitation du RCDR) a modifié le solde des actifs affectés de l'organisation. À la lumière de la combinaison avec Canadiana, le CF doit prochainement revoir la politique sur les actifs nets.

RCDR – Changements dans la composition des actifs nets



État des revenus et dépenses

Contribution nette aux licences : comme le RCDR facture toujours aux membres la totalité des coûts de licence, et que les revenus et dépenses de licence sont équilibrés mensuellement en fonction de la période de licence concernée, la contribution nette aux licences est habituellement nulle.

Le RCDR a de nouveau enregistré des revenus records (résultant des coûts de licence élevés), notamment grâce au taux de participation, à la tarification du contenu en dollars américains, ainsi qu'à l'augmentation du pouvoir d'achat en dollars canadiens (CAD). Comme les années précédentes en revanche, les variations de revenus nets sont dues à la fluctuation de la force du dollar canadien, plus qu'aux changements dans la participation aux licences.

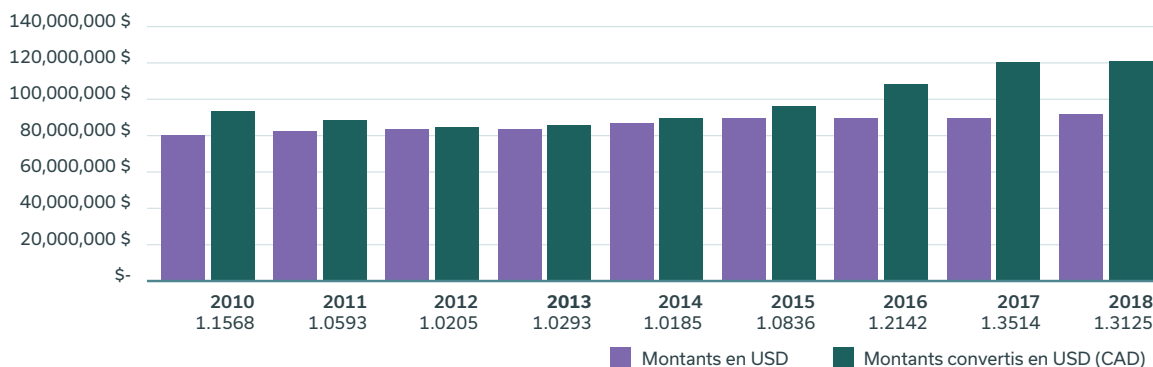
- Le revenu total des licences du RCDR en CAD a encore augmenté, tout comme les cinq dernières années l'organisation, ayant de nouveau connu une année record ;
- Grâce au maintien du taux de change 2009-2010 (le dollar canadien s'est

maintenu au taux de 2009-10), l'exercice 2017-2018 représente la plus grosse année d'activités de licence pour le RCDR ;

- Les revenus de licence en USD ont augmenté de près de 4\$M, ayant surpassé les 92\$M pour la première fois ;
- Les revenus de licence du RCDR en USD (qui représentent plus de 96% de revenus totaux) ont été réalisés à un taux moyen de 1,3125 (presque 3% de moins que l'année dernière) ;
- Le contenu acheté en CAD a augmenté de 7% par rapport à l'année dernière, tandis que le contenu acheté en GDP a augmenté de plus de 2% et le contenu acheté en USD a augmenté de plus de 4%.

Frais d'exploitation : avec l'approbation des membres, le RCDR a entrepris en 2017-2018 une transition sur deux ans, pour passer de l'ancienne structure de cotisation à 8 niveaux vers la nouvelle structure à 13 bandes. Dans le cadre du processus budgétaire 2017-2018, le conseil d'administration a approuvé une augmentation de 2,5% pour les cotisations, ce qui représente un total de 1 308 515\$ plutôt que 1 276 561\$. L'organisation comptait toujours 75 membres en 2017-18.

Volume des licences en USD – Impact du taux de change

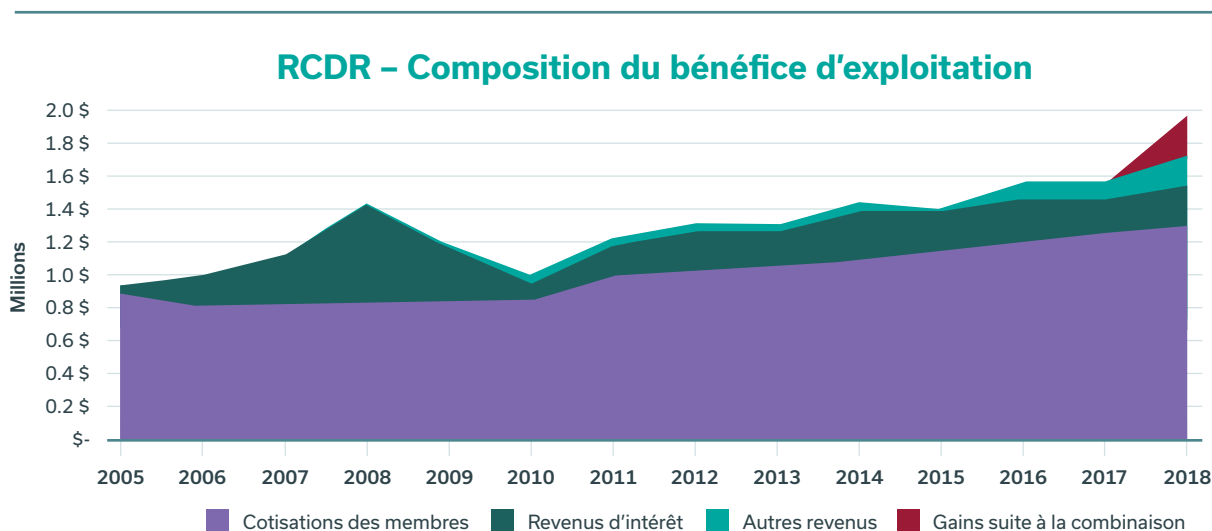


La transition sur deux ans vers une structure à 13 bandes, qui se termine en 2018-2019, a eu un impact considérable sur les cotisations facturées à certains membres, l'objectif de ce passage étant toujours de facturer à tous les membres des frais proportionnels à l'une des 13 bandes d'ici 2018-2019.

Revenus d'intérêt : les revenus d'intérêt sont nettement supérieurs aux prévisions budgétaires, comme les taux d'intérêt ont augmenté trois fois pendant l'année, passant de 1,05% à 1,80%. Plus précisément, les soldes de trésorerie (notamment les soldes en USD) au quatrième trimestre ont favorisé les résultats de placement du RCDR. En revanche, l'organisation continue de prévoir des revenus d'intérêt conservateurs, en plus de maximiser les liquidités et rendements d'investissement relatifs, conformément aux limites fixées par le conseil d'administration.

Autres revenus : le RCDR continue de générer des revenus additionnels et de récupérer les coûts dans la mesure du possible, notamment avec les services de taux de change, le recouvrement de certains coûts pour l'assemblée générale annuelle à Montréal, l'obtention d'une quatrième bourse JCT qui a permis de financer le poste de stagiaire pour les services numériques et certains coûts récupérés pour le poste de spécialiste du soutien aux membres ORCID-CA. Le RCDR s'engage à chercher d'autres options de revenu dans le cadre de son mandat principal.

Gains réalisés par la combinaison avec Canadiana : le RCDR a réalisé des gains considérables aux fins de la comptabilité, grâce aux mécanismes de la combinaison avec Canadiana.org, en évitant notamment des indemnités de licenciement potentielles par l'embauche de sept employés de Canadiana. Ces gains n'apparaissent pas dans les états financiers.



La direction continue de maximiser les liquidités et le rendement des placements correspondants tout en respectant les limites fixées par le conseil d'administration.

L'équipe du RCDR a adapté le modèle financier conformément à la proposition d'affaires que les membres ont approuvée pour la combinaison.

Dépenses liées aux salaires et avantages sociaux :

les dépenses salariales du RCDR sont environ 7% supérieures aux prévisions budgétaires, essentiellement à cause des coûts imprévus pour le poste de spécialiste du soutien aux membres ORCID-CA (qui ont en revanche été contrebalancés par les revenus additionnels imprévus).

Honoraires des professionnels et entrepreneurs :

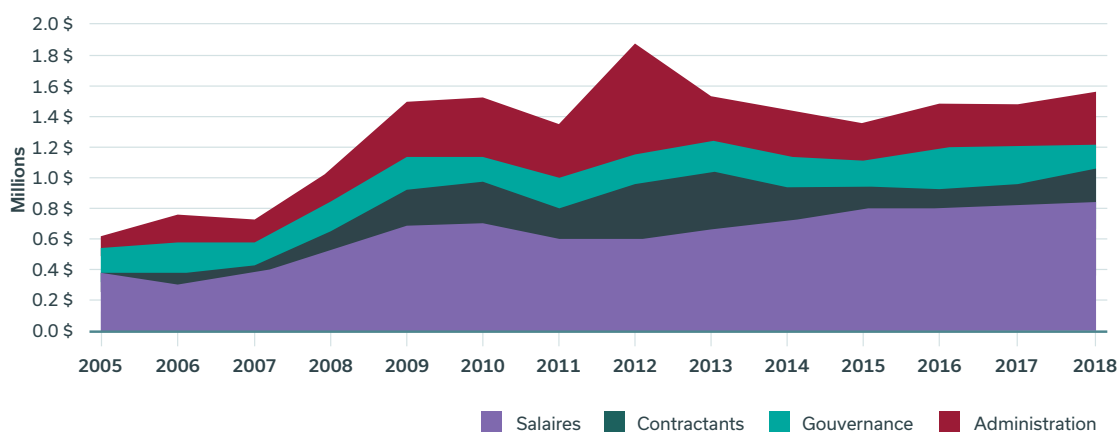
ces montants étaient inférieurs aux prévisions budgétaires, grâce aux économies en traduction, communication et ressources humaines externes, ce qui a bien contrebalancé les frais juridiques et de vérification qui étaient supérieurs à cause de la combinaison.

Coûts liés à la gouvernance et aux réunions :

le total de ces coûts était inférieur aux prévisions budgétaires, notamment parce qu'il y a eu moins de réunions que prévu.

Dépenses administratives : ces dépenses étaient généralement en avance sur le budget, avec des économies en publicité et conception graphique. Le RCDR a dépensé moins que prévu en déplacement, mais a eu certaines dépenses ponctuelles pour l'entretien d'équipement après la combinaison avec Canadiana.

RCDR – Composition des frais opérationnels



Analyse prospective

Acquisition et prestation de contenu :

Des membres cherchent à rationaliser leurs budgets de contenu, dont leurs achats par l'entremise du RCDR. Le taux de participation aux licences pourrait donc diminuer et avoir un effet domino sur l'adhésion, ce qui représente un risque organisationnel important.

Le dollar américain continue d'amplifier l'impact des coûts en hausse et de la diminution des budgets de nos membres (même si l'USD est inférieur à son récent sommet en janvier 2016). L'organisation aura donc de nouveau recours aux contrats à terme et offrira des services de taux de change additionnels, en plus de limiter les factures en USD et de récupérer la totalité des coûts relatifs aux licences offertes.

Opérations : les cotisations des membres augmenteront de 2,0% en 2018-2019, tel qu'approuvé par le conseil d'administration, ce qui représente une augmentation de 1 308 515\$ à 1 334 678\$. L'exercice 2018-2019 est également la deuxième année de transition vers la nouvelle structure de cotisation à 13 bandes. Ce nouveau système de cotisation, incluant l'actualisation annuelle des bandes et des cotisations associées, sera entièrement intégré en 2018-2019. Le conseil d'administration évaluera attentivement les futures hausses de cotisations, ainsi que les changements dans la manière dont les frais sont calculés et administrés, pendant ses délibérations budgétaires, les consultations auprès des membres, la planification stratégique et la mise en place du modèle financier pluriannuel.

Comme les dépenses administratives (installations, personnel et salaires, honoraires de vérification, dépenses de comité, frais de déplacement, etc.) ont augmenté suite à la combinaison avec Canadiana, le budget d'exploitation du RCDR a presque doublé en 2018-2019. Par ailleurs, l'organisation relève toujours du plan stratégique 2013-2016, qui a été prolongé. Le conseil d'administration entame donc

le processus de planification stratégique en 2018, avec l'objectif de présenter le nouveau plan à l'AGA en 2019. Dans le cadre de son mandat, l'équipe du RCDR détermine et privilégie les domaines où l'organisation offre plus de valeur aux membres.

Perspective pluriannuelle : à cause des changements relatifs à la présentation financière, adoptés il y a six ans, conformément à la nouvelle politique sur les actifs nets, le solde des actifs nets non affectés du RCDR a diminué, pour atteindre 961 134\$, ce qui à l'époque était le plus faible niveau atteint dans la brève histoire de l'organisation. Au cours de l'exercice 2016-2017, le solde non affecté a augmenté à 1 174 043\$, grâce à de modestes excédents. En ce qui concerne l'exercice 2017-2018, malgré les excédents découlant de grains ponctuels et de la combinaison, la politique sur les actifs nets s'applique toujours au budget d'exploitation du RCDR, qui est supérieur à cause de la combinaison, réduisant ainsi le solde d'actifs nets non affectés à 427 382\$. Le CF doit par conséquent déterminer prochainement si cette politique est toujours pertinente compte tenu les répercussions de la combinaison avec Canadiana.

Le personnel du RCDR prépare le budget de l'organisation par rapport aux besoins des membres, conformément au plan stratégique. Cette année, le budget tient compte de la combinaison avec Canadiana que les membres ont approuvée et du plan d'affaires associé. Le processus budgétaire repose sur un fort consensus, en ce qui concerne l'ampleur des besoins, ainsi que les ressources nécessaires pour la prestation de service, et ce processus est ajusté en fonction de l'horizon pluriannuel. Ainsi, le RCDR entame un nouveau processus de planification et présentera le plan qui en résulte à l'AGA en 2019. Le budget proposé sera donc ajusté en fonction de ce processus.

États financiers sommaires

TABLE DES MATIÈRES

- 1 Rapport de l'auditeur indépendant des états financiers résumés
- 2 État résumé de la situation financière
- 3 État résumé des revenus et des dépenses
- 4 Notes complémentaires

Rapport de l'auditeur indépendant des états financiers résumés

Aux membres du
Réseau canadien de documentation pour la recherche

Les états financiers résumés ci-joints, qui comprennent l'état résumé de la situation financière au 31 mars 2018 et l'état résumé des revenus et des dépenses pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires résumées, sont tirés des états financiers audités du Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR) de l'exercice terminé à cette date.

Nous avons émis une opinion sans réserve sur ces états financiers dans notre rapport daté le 30 juin 2018.

Les états financiers résumés ne contiennent pas toutes les informations requises selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif utilisées dans la préparation des états financiers audités du RCDR. La lecture des états financiers résumés ne saurait, par conséquent, se substituer à la lecture des états financiers audités du RCDR.

Responsabilité de la direction pour les états financiers résumés

La direction est responsable de la préparation des états financiers résumés se fondant sur les critères décrits dans la note 1.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers résumés, sur la base des procédures mises en œuvre conformément à la Norme canadienne d'audit (NCA) 810, *Missions visant la délivrance d'un rapport sur les états financiers résumés*.

Opinion

À notre avis, les états financiers résumés tirés des états financiers audités du RCDR au 31 mars 2018 constituent un résumé fidèle de ces états financiers selon les critères décrits dans la note 1.

s. / Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (Anne-Marie Ethier)

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Le 28 juin 2018

Réseau canadien de documentation pour la recherche

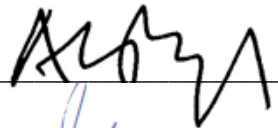
État résumé de la situation financière

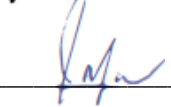
au 31 mars 2018

	Notes	2018	2017
		\$	\$
Actif			
À court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		5 904 618	8 054 897
Frais de licences et de fonctionnement à recevoir		10 791 876	13 300 166
Montant dû de Canadiana.org		124 977	—
Sommes à recevoir de l'État		—	520 805
Licences payées d'avance		89 983 351	92 051 742
Autres frais payés d'avance		73 732	83 311
		106 878 554	114 010 921
Immobilisations corporelles		448 746	137 079
		107 327 300	114 148 000
Passif			
À court terme			
Créditeurs et charges à payer		13 167 822	19 741 915
Sommes à remettre à l'État		293 501	263 435
Revenus reportés relatifs aux frais de licences	3	90 245 868	92 087 301
Autres revenus reportés	4	1 158 058	—
		104 865 249	112 092 651
Engagements	6		
Actif net			
Investi en immobilisations corporelles		448 746	137 079
Affecté d'origine inetrne	5	1 585 923	810 299
Non affecté		427 382	1 107 971
		2 462 051	2 055 349
		107 327 300	114 148 000

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers résumés.

Au nom du Conseil d'administration

 Administrateur

 Administrateur

Réseau canadien de documentation pour la recherche

État résumé des revenus et des dépenses

Exercice terminé le 31 mars 2018

	Note	Budget 2018	2018	2017
		\$ (non audité)	\$	\$
Revenus				
Frais de licences		120 000 000	126 014 499	124 399 794
Frais de fonctionnement		1 308 517	1 308 515	1 276 561
Intérêts		180 000	249 946	182 993
Autres		107 627	180 152	98 746
		121 596 144	127 753 112	125 958 094
Dépenses				
Frais de licences		120 000 000	126 014 499	124 399 794
Salaires et avantages sociaux		781 165	837 982	828 343
Honoraires		311 766	244 805	146 017
Assurances		7 488	7 423	7 343
Administration		187 501	174 240	202 169
Télécommunications		16 366	15 916	18 994
Revenus reportés relatifs à HCAP		126 833	109 080	106 124
Repas, déplacements et logements		126 653	121 064	123 007
Amortissement des immobilisations corporelles		62 826	59 353	60 723
		121 620 598	127 584 362	125 892 514
Excédent des revenus sur les dépenses		(24 454)	168 750	65 580
Gain au regroupement avec Canadiana.org	7	—	237 951	—
Excédent des revenus sur les dépenses		—	406 701	—

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers résumés.

1. Méthode de présentation

Les états financiers résumés sont tirés des états financiers complets du Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR) selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif. La liste complète des principales méthodes comptables se trouve dans les états financiers complets y compris les instruments financiers, la constatation des produits, les immobilisations corporelles et l'utilisation d'estimations.

2. Description des activités

Le RCDR a été constitué le 1^{er} avril 2004 en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes* et a continué ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* depuis le 8 novembre 2013. Sous la direction concertée de bibliothécaires, de chercheurs, d'administrateurs et d'autres parties prenantes, le RCDR fait l'acquisition du contenu et négocie des licences sur une grande échelle en vue de bâtir une infrastructure de connaissance et une capacité de recherche dans les universités canadiennes.

3. Revenus reportés relatifs aux frais de licences

Les revenus reportés se rapportent aux montants reçus ou à recevoir en provenance des membres pour les frais de licences des exercices ultérieurs. Chaque mois, le RCDR verse un montant égal au revenu des licences et aux dépenses correspondantes dans la période afférente :

	2018		
	Licences	Autres revenus reportés	Total
	\$	\$	\$
Solde au début	92 005 005	82 296	92 087 301
Apports reçus au cours de l'exercice	123 862 741	310 325	124 173 066
Apports constatés comme revenus	(125 805 886)	(208 613)	(126 014 499)
Solde à la fin	90 070 860	184 008	90 245 868

4. Autres revenus reportés

Les revenus reportés se rapportent aux montants reçus ou à recevoir en provenance des membres pour les frais de licences des exercices ultérieurs.

	2018			
	Frais de HCAP	Abonnements ECO non-RCDR	Hébergement	Total
	\$	\$	\$	\$
Solde au début	—	—	—	—
Apports reçus au cours de l'exercice	1 057 452	81 728	18 878	1 158 058
Apports constatés comme revenus	—	—	—	—
Solde à la fin	1 057 452	81 728	18 878	1 158 058

5. Gestion du capital

Le RCDR gère son capital de façon à s'assurer d'avoir les ressources financières suffisantes pour respecter les priorités déterminées par le Conseil d'administration. Le RCDR n'a pas de dette à court terme ni de dette à long terme.

Le RCDR a adopté une politique de gestion et de modification du budget afin de systématiquement évaluer les résultats financiers contre le budget et, si nécessaire, avertir le Comité des finances et d'audit et le Conseil d'administration des déviations.

Le RCDR utilise également une politique de gestion de son actif net afin d'assurer aux membres une gestion responsable des capitaux organisationnels détenus en leur nom. En particulier, la politique précise une limite minimale et maximale pour l'actif net non affecté, tandis que l'actif net affecté ne peut dépasser l'équivalent de la moitié du budget pour les opérations annuelles. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2018, le Conseil d'administration a approuvé un transfert de 775 624 \$ (32 039 \$ en 2017) de l'actif net affecté à l'interne à l'actif net non affecté afin de respecter la politique de l'actif net et d'assurer des fonds suffisants pour couvrir les imprévus opérationnels.

6. Engagements

Le RCDR s'est engagé à louer des locaux jusqu'au 31 mars 2022 et à louer du matériel de bureau jusqu'en janvier 2022. Les versements minimaux exigibles pour la durée des baux s'élèvent respectivement à 437 996 \$ et à 46 160 \$.

Le RCDR s'est engagé à dépenser 5 000 \$ par année (total de 25 000 \$) entre avril 2016 et mars 2021 afin d'héberger le site cndhi-ipnpc.ca. Le RCDR a payé d'avance le fournisseur d'hébergement et a enregistré la contrepartie de la subvention reçue pour le même montant dans les revenus différés.

Le RCDR s'est engagé à acquérir des licences (et un engagement correspondant de la part de ses membres d'utiliser ces licences) représentant 4 232 715 \$ en dollars canadiens et 131 179 403 \$ en dollars américains. Au 31 mars 2018, le RCDR s'est engagé à acquérir 9 611 272 \$ (14 590 737 \$ en 2017) en dollars américains de contrats de change à terme afin de régler au nom des membres les obligations liées aux licences.

7. Regroupement avec Canadiana.org

Au cours de l'exercice, le RCDR a négocié avec succès l'acquisition des actifs, l'embauche des employés, la prise en charges des opérations courantes et les engagements de Canadiana.org. La transaction a généré un gain de 237 951 \$. Des informations supplémentaires sont fournies dans les états financiers audités du RCDR.



CRKN  RCDR

Canadian Research Knowledge Network
Réseau canadien de documentation pour la recherche